J'en reviens à mon point de départ. Le gouvernement dit qu'il va gérer le changement. Eh bien, madame la Présidente, si c'est ce genre de changement que le gouvernement entend gérer, il est temps que nous changions de gouvernement.

M. Jim Jordan (Leeds—Grenville): Monsieur le Président, je veux féliciter mon collègue et ceux qui l'ont précédé d'avoir prononcé de bons discours.

Il me paraît étrange que les députés d'en face ne remuent pas le petit doigt pour justifier un projet de loi visant à emprunter environ 28,5 milliards de dollars.

Est-ce un signe du malaise qui règne dans notre pays actuellement de laisser entendre aux Canadiens qui suivent le débat qu'il n'est pas nécessaire de justifier cet emprunt? Prétendent-ils qu'ils savent où ils vont et qu'on peut leur faire confiance?

Les Canadiens à qui je parle ne croient pas que c'est une bonne chose, je peux vous en assurer. Je me demande ce que mon collègue pense de cette absence de justification. Les ministériels devraient au moins faire croire aux Canadiens qu'ils savent où ils vont et où ils veulent mener le pays.

M. Whittaker: Monsieur le Président, d'après ce que j'ai vu depuis le peu de temps que je siège à la Chambre et ce que je connais de la politique et de l'histoire du Canada, que j'ai étudiées presque toute ma vie, je crois qu'il a raison. Notre gouvernement fait ce qu'il veut plutôt que ce que les Canadiens veulent. Comme je l'ai expliqué dans le cas de l'environnement, ce qu'il promet avant les élections n'a aucune commune mesure avec ce qu'il fait une fois élu.

Au cours de la dernière législature, les conservateurs ne parlaient pas du libre-échange, ils s'y opposaient même. Or, ils ont changé leur fusil d'épaule et nous ont présenté un accord de libre-échange avant la fin de la législature. Le gouvernement devient de plus en plus arrogant, d'autant plus que, depuis quelques années, il semble croire que la volonté de la majorité correspond à celle du peuple, peu importe ce que les Canadiens pensent. L'attitude du gouvernement dans le cas présent est représentative de tout ce que nous avons vu récemment, la récupération des pensions de vieillesse et des alloca-

tions familiales. Ce n'est pas ce que les gens voulaient, mais tant pis.

Quatre-vingts p. 100 des Canadiens s'opposent à la taxe sur les produits et services, mais c'est le premier ministre qui a raison, et nous devons la payer sans pouvoir en discuter ou la modifier. Les conservateurs prennent les mesures qu'ils estiment les plus avantageuses pour le Canada.

Les changements apportés à l'assurance-chômage nuisent non seulement à ma province mais à de nombreuses autres régions du Canada. Là encore, les syndicats et de nombreux gestionnaires s'y opposaient et, en tant qu'employeurs, les municipalités devront dépenser beaucoup plus d'argent. Les paiements sont transférés de l'un à l'autre mais c'est le contribuable qui finit toujours par payer. Le gouvernement se moque de ce que les Canadiens veulent. Il dit aux Canadiens de se contenter de ce qu'ils ont dans leur assiette et de ne pas rouspéter.

• (1730)

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je serai très bref. Je pense que le député a apporté au débat une perspective légèrement différente à laquelle nous n'accordons pas probablement une priorité suffisante. C'est celle des gens qui savent lire et écrire, mais pas de façon fonctionnelle.

Je suis certain qu'il en fait l'expérience dans son bureau, comme moi dans le mien, et comme les membres de notre personnel dans une plus grande mesure, en ce qui concerne les formulaires que les Canadiens moyens doivent remplir. Je pense aux formulaires de Revenu Canada, aux appels interjetés en vertu du Régime de pensions du Canada ou aux formulaires de l'immigration ou de crédit aux handicapés. Il doit être extrêmement difficile pour ces personnes d'essayer seulement de lire n'importe quelle demande émanant du gouvernement. Ceux d'entre nous qui ont eu la chance de faire des études éprouvons nous-mêmes de grandes difficultés.

Je serais très intéressé par les commentaires du député sur la complexité des formulaires qui semble handicaper les personnes qui sont déjà défavorisées.

M. Whittaker: Monsieur le Président, ce que les parlementaires doivent s'efforcer de faire, c'est de simplifier les formulaires, non seulement les formulaires de déclaration du revenu, mais tous les formulaires. Ceux-ci devraient être rédigés clairement, en français ou en anglais, de sorte qu'on les comprenne bien. Nous n'avons